



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/1995/129
1er décembre 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Reprise de la session de fond de 1995
Octobre-décembre 1995
Point 3 a) de l'ordre du jour

COORDINATION DES POLITIQUES ET ACTIVITÉS DES INSTITUTIONS
SPÉCIALISÉES ET AUTRES ORGANES DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES
DANS LE DOMAINE SUIVANT : COORDINATION DU SUIVI ET APPLICATION
DES RÉSULTATS, PAR LES ORGANISMES DES NATIONS UNIES, DES GRANDES
CONFÉRENCES INTERNATIONALES ORGANISÉES PAR L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES DANS LES DOMAINES ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET LES
DOMAINES CONNEXES

Thèmes communs susceptibles d'être retenus pour le suivi des grandes
conférences internationales au cours du débat que le Conseil
économique et social consacre aux questions de coordination lors de
sa session de fond de 1996

Note du Secrétaire général

1. Dans ses conclusions 1995/1, adoptées d'un commun accord (voir A/50/3, chap. III, sect. A), le Conseil économique et social a invité le Secrétaire général à soumettre, en tenant compte des suggestions formulées au paragraphe 57 de son rapport (E/1995/86) et des travaux des organes subsidiaires compétents et après avoir consulté les États Membres, les organismes des Nations Unies concernés et les institutions spécialisées, des propositions concernant les thèmes communs que le Conseil pourrait décider de retenir pour le suivi des grandes conférences internationales, dans le cadre de son débat consacré aux questions de coordination.

I. PROPOSITIONS DES ÉTATS MEMBRES

2. Le Secrétaire général a tenu avec les États Membres, les 22 et 28 novembre 1995, des consultations officieuses à l'issue desquelles des propositions lui ont été soumises par écrit par l'Espagne, au nom de l'Union européenne, et par le Canada.

3. L'Union européenne a proposé comme thème la "Coordination des activités menées par les organismes des Nations Unies pour éliminer la pauvreté", en mettant l'accent sur trois aspects : a) la coordination de l'appui offert par les organismes des Nations Unies aux plans nationaux visant à éliminer la

pauvreté, y compris la fourniture de services sociaux de base, en particulier sur le terrain; b) la coordination des efforts menés par les organismes des Nations Unies pour faire en sorte que leurs programmes de développement visant à éliminer la pauvreté tiennent pleinement compte de la problématique hommes-femmes; c) moyens de suivre l'action menée par les organismes des Nations Unies dans le domaine de l'élimination de la pauvreté, en particulier grâce à l'harmonisation des programmes de travail pluriannuels des commissions techniques, dans le cadre du suivi coordonné des grandes conférences organisées par l'ONU dans les domaines économique et social et les domaines connexes.

4. En plus d'un thème sectoriel se rapportant à l'élimination de la pauvreté, le Canada a aussi proposé un sujet donnant suite au treizième paragraphe des conclusions communes. Par conséquent, le Conseil économique et social déterminerait comment il entend assurer l'harmonisation et la coordination des ordres du jour et des programmes de travail des commissions techniques et pourrait procéder à un examen initial des programmes de travail thématiques pluriannuels afin d'identifier les domaines dans lesquels des efforts d'harmonisation pourraient s'imposer tout particulièrement, en tenant compte de la nécessité de promouvoir une répartition plus nette des tâches entre les différentes commissions.

II. PROPOSITION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

5. Le Secrétaire général a également consulté les organes compétents des Nations Unies et les institutions spécialisées par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions relatives aux programmes et aux opérations (CCQPO) à sa septième session. Compte tenu des vues exprimées par les États Membres et le CCQPO, ainsi que des résultats de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et des travaux du Conseil d'administration de l'UNICEF, du Conseil pour le commerce et le développement de la CNUCED, de la Commission du développement durable, de la Commission des droits de l'homme, de la Commission de la population et du développement, de la Commission du développement social et de la Commission de la condition de la femme, il est proposé de retenir comme thème commun pour le débat que le Conseil consacrera en 1996 aux questions de coordination "l'égalité et la parité entre les sexes et l'autonomisation de la femme". Ce thème occupe une place de premier plan dans presque toutes les conférences. Il intéresse également les travaux de presque toutes les organisations du système.

6. Tous les organes et organismes des Nations Unies devront oeuvrer au cours de la période 1995-2000 à l'application de la vaste gamme de mesures prévues dans le Programme d'action adopté par la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (voir A/CONF.177/20, chap. I, résolution 1). Leurs activités devront porter sur des domaines précis mais s'inscrire aussi dans le cadre d'une programmation plus large. Comme les gouvernements se sont engagés à promouvoir l'émancipation des femmes lors de précédentes réunions au sommet et conférences mondiales organisées par l'ONU, la coordination revêt une importance toute particulière pour le suivi de la Conférence mondiale. Au paragraphe 317 du Programme d'action, l'Assemblée générale et le Conseil sont invités à revoir et à renforcer le mandat de la Commission de la condition de la femme en tenant compte notamment de la nécessité d'appliquer le Programme d'action à l'échelle du système et de coordonner les activités de la Commission avec celles des

commissions connexes et d'assurer le suivi de la Conférence. Le Conseil est également invité à veiller à ce que ses autres commissions techniques intègrent les questions d'égalité entre les sexes dans leurs travaux respectifs. Le Secrétaire général a indiqué (voir A/50/744) qu'il proposera au Comité administratif de coordination la création d'une équipe spéciale interinstitutions sur l'autonomisation et la promotion de la femme, dans le cadre des efforts visant à assurer le suivi coordonné des conférences internationales.

7. Le Sommet mondial pour les enfants (voir A/45/625, annexe) a souligné le rôle important que jouent les femmes dans le bien-être des enfants et la nécessité d'assurer aux filles et aux garçons les mêmes possibilités d'accès aux services de base. Il a préconisé l'adoption de mesures concrètes pour améliorer la condition des femmes, notamment dans le domaine de la santé, et garantir l'égalité d'accès aux ressources productives et à l'éducation. Des objectifs ont été fixés pour la réduction de la mortalité maternelle et la lutte contre l'analphabétisme, en particulier grâce à l'alphabétisation des femmes, objectifs qui ont été réaffirmés et complétés lors de réunions et conférences internationale ultérieures. Le Plan d'action demandait également que les statistiques soient ventilées par sexe, afin que les programmes aient une incidence équitable sur les filles et les femmes. Évaluant la stratégie adoptée par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en 1995 en matière d'éducation de base, le Conseil d'administration a demandé que l'on s'attache plus activement à corriger les inégalités entre filles et garçons. Outre le Conseil d'administration de l'UNICEF, d'autres organes intergouvernementaux participent aux activités de suivi pour la réalisation des objectifs du Sommet.

8. Le chapitre 24 du programme Action 21, adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement [voir A/CONF.151/26/Rev.1 (vol. I), résolution I, annexe I], traite d'une "Action mondiale en faveur de la participation des femmes à un développement durable et équitable". Ce chapitre se rattache à l'un des cinq groupes d'éléments multisectoriels que la Commission du développement durable avait adoptés à sa première session de fond et qui devaient être examinés annuellement dans le cadre de son programme de travail thématique pluriannuel jusqu'en 1997. À sa troisième session, tenue en 1995, la Commission, en prévision de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, a mis l'accent sur l'importance du rôle joué par les femmes pour créer les conditions propices au développement durable et a invité la Conférence à tenir pleinement compte du développement durable dans ses délibérations.

9. La Déclaration et le Programme d'action de Vienne (voir A/CONF.157/24 (Part I), chap. III), adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, font en plusieurs endroits référence à la condition de la femme. Le chapitre intitulé "Égalité, dignité et tolérance" comporte une section spécifiquement consacrée à l'"Égalité de condition et [aux] droits fondamentaux de la femme". Dans cette section, au paragraphe 44, la Conférence demande instamment que l'on accorde une place importante aux droits fondamentaux des femmes dans les délibérations de la quatrième Conférence sur les femmes. Au titre du point intitulé "Autres méthodes et moyens qui s'offrent dans le cadre des organismes des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective de droits de l'homme et des libertés fondamentales", la Commission des droits de l'homme traite depuis un certain nombre d'années la question des droits

fondamentaux des femmes. Dernièrement, à sa cinquante et unième session (voir E/1995/23), elle a adopté des résolutions sur "L'élimination de la violence contre les femmes" (résolution 1995/85) et sur la "Question de l'intégration des droits fondamentaux des femmes dans les mécanismes de l'Organisation des Nations Unies qui s'occupent des droits de l'homme" (résolution 1995/86). Ces deux résolutions font référence notamment à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et à la Commission de la condition de la femme. La Commission a également adopté des résolutions sur la "Violence contre les travailleuses migrantes" (résolution 1995/20) et sur la "Traite des femmes et des fillettes" (résolution 1995/25), qui s'inspirent en partie des travaux de la Conférence internationale sur la population et le développement et font référence notamment à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et la Commission de la condition de la femme.

10. La promotion de l'égalité et de la parité entre les sexes et l'autonomisation de la femme constituent des objectifs importants du Programme d'action adopté lors de la Conférence internationale sur la population et le développement (voir A/CONF.171/13, chap. I, résolution 1). Elles sont également considérées comme des conditions essentielles à la réalisation des objectifs en matière de population et de développement et à l'objectif global du développement durable. Le chapitre IV du Programme d'action contient un certain nombre de mesures visant à donner plus de pouvoir aux femmes et à éliminer la discrimination à l'égard des petites filles ainsi qu'à améliorer leurs conditions de vie. Le Programme d'action souligne le rôle des hommes dans la promotion de l'égalité entre les sexes. Un groupe de travail sur l'autonomisation de la femme a été créé par l'équipe spéciale chargée de la mise en oeuvre du Programme d'action. Lorsque, dans le cadre de son programme de travail pluriannuel (voir E/1995/27, annexe I), la Commission de la population et du développement examinera les thèmes des droits et de la santé en matière de reproduction en 1996, des migrations internationales en 1997 et de la santé et de la mortalité en 1998, elle mettra tout particulièrement l'accent sur les aspects relatifs à l'égalité entre les sexes. Les aspects pertinents de la question seront également étudiés lors de l'examen, en 1999, de l'accroissement, de la structure et de la répartition de la population. En examinant le programme de travail pour 1996-1997, la Commission de la population et du développement a noté qu'elle devait tenir compte notamment des conclusions de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes.

11. Aux termes de l'engagement 5 du Sommet mondial pour le développement social (voir A/CONF.166/9, chap. I, résolution 1), les États se sont déclarés résolus à promouvoir l'égalité et l'équité entre les hommes et les femmes, et à reconnaître et renforcer la participation et le rôle de ces dernières dans la vie sous tous ses aspects et dans le développement. Des mesures spécifiques visant à assurer l'égalité entre les sexes figurent dans l'ensemble du Programme d'action. Les travaux menés par la Commission du développement social sur la situation sociale dans le monde, les personnes âgées, les handicapés et les jeunes, ou bien dans le cadre de l'Année internationale de la famille, sont étroitement liés à la condition de la femme. Le Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà (voir A/50/728) comporte par exemple un chapitre sur les petites filles et les jeunes femmes. Le rapport de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social que la Commission a examiné en 1995 contient un chapitre sur l'intégration de la problématique

hommes-femmes dans les politiques de développement. À sa session extraordinaire prévue pour 1996, la Commission du développement social doit définir son programme de travail thématique pluriannuel jusqu'en l'an 2000 pour l'examen du Sommet.

12. Le Corps commun d'inspection a présenté à l'Assemblée générale, lors de sa cinquantième session un rapport intitulé "La promotion de la femme au moyen et dans le cadre des programmes du système des Nations Unies : Que se passera-t-il après la quatrième Conférence mondiale sur les femmes?" (voir A/50/509). L'Assemblée générale examinera certaines de ses recommandations afin d'accroître à l'avenir l'efficacité des programmes du système des Nations Unies axés sur la promotion de la femme. L'examen de la problématique hommes-femmes lors du débat que le Conseil consacrera aux questions de coordination pourra peut-être contribuer à la réalisation de cet objectif.

13. Ainsi que le montre cet exposé succinct, la question de l'égalité entre les sexes n'a pas seulement occupé une place de premier plan dans les délibérations tenues lors des récentes conférences, mais elle a aussi été examinée de manières diverses et sous des angles différents tant au niveau intergouvernemental qu'au niveau interinstitutions. Il semblerait par conséquent logique que le Conseil recherche la façon la plus efficace de coordonner tous ces efforts afin d'obtenir les meilleurs résultats en réduisant les doubles emplois au minimum. Il serait également opportun qu'il étudie ce thème dans le cadre du suivi de la Conférence de Beijing.
